

variations Vincent de Coorebyter, professeur à l'ULB

Le renvoi vers l'école

Avec la montée des inquiétudes face à l'essor des fake news, une idée revient en boucle : il faut que l'école s'empare de cette question. Il faut que des cours d'éducation aux médias soient organisés dans tous les établissements scolaires, qui permettent aux élèves de distinguer entre des informations et des rumeurs, entre un travail de journaliste et une stratégie de propagande, entre la fabrique du vrai et la fabrique du faux.

L'idée est bonne, et elle n'est d'ailleurs pas neuve : il y a quelques dizaines d'années, on faisait la même proposition pour lutter contre l'influence croissante du marketing et de la publicité. Cette démarche paraît tellement naturelle qu'on l'applique – ou qu'on demande de l'appliquer – à bien d'autres enjeux. L'école doit éduquer à une alimentation saine et équilibrée, sensibiliser au réchauffement climatique et aux autres défis environnementaux, préparer les enfants à ne pas se laisser influencer par la pornographie sur internet, créer les conditions du vivre-ensemble au travers du cours de philosophie et de citoyenneté, amener les élèves à aimer les livres et à s'initier à l'écriture sous toutes ses formes... Avant de demander à l'école,

demain, de prévenir l'addiction au smartphone ou aux robots.

Prise isolément, chacune de ces idées est pertinente : nous avons tout à gagner à former des citoyens avertis, impliqués, conscients des enjeux de l'heure, armés pour éviter les pièges qui les attendent. Mais l'accumulation de tels dispositifs pose question, sous deux angles au moins.

La pensée magique apposée sur l'école

Quelle image, d'abord, se fait-on de l'école pour lui attribuer autant de nouvelles missions ? On raisonne comme si l'école était toute-puissante, forcément efficace, capable de tout enseigner, y compris le plus difficile – non pas des savoirs mais des attitudes, des valeurs ou des comportements. Tant de confiance étonne, alors que l'école est notoirement en crise : la légitimité des enseignants auprès des parents et des élèves s'érode, les horaires sont déjà surchargés, la pénurie de professeurs gagne tous les cours et tous les niveaux, les démarches pédagogiques ne font plus consensus, l'école croule sous les procédures et les règlements.

À une autre époque, on aurait fait l'hypothèse qu'une telle confiance placée dans l'école relève de la pensée magique, comme s'il suffisait que des rituels soient mis en place pour que les

résultats suivent. Dans le contexte qui est le nôtre, il faut plutôt imputer cet excès de confiance au technocratisme ambiant, tour d'esprit pour lequel il n'existe pas de problème sans solution, pour autant que des professionnels qualifiés s'en emparent. L'école relèvera les nouveaux défis qu'on lui assigne si elle suit les schémas consacrés : créer un nouveau cours, élaborer un programme, former ou recycler des enseignants et les lancer dans le bain. A terme, les mentalités évolueront, les esprits s'ouvriront, les comportements se redresseront – comme si, dans tous les cours donnés par des professionnels de l'enseignement, nous ne connaissions que des succès...

Interroger le surinvestissement

Par-delà ce tour d'esprit, c'est le motif de ce surinvestissement dans l'école qu'il faut interroger. Je voudrais avancer l'hypothèse, ici, que ce renvoi vers l'école est symptomatique d'une société libérale qui ne parvient plus à juguler les conséquences de ses options de base, et qui se défait sur l'école du soin de limiter les dégâts, sur un mode correctif ou préventif selon les cas.

Les enjeux que j'ai cités, en effet, sont caractéristiques d'une société fondée sur la liberté. Nous nous interrogeons sur le « vivre-ensemble » parce qu'il n'est pas question de forcer les immigrés à s'assimiler, parce que nous respectons la liberté des migrants de préserver leur culture, leur religion et leurs valeurs.

Nous commençons à parer aux menaces qui pèsent sur la santé et sur la planète parce que, à peu de chose près, nous avons laissé l'appareil économique produire n'importe quoi n'importe comment, et favoriser un mode de vie et de loisirs fondé sur la voiture et sur l'avion. Nous luttons contre certaines influences délétères qui s'exercent sur le net après avoir applaudi à la création d'un système de communication sans entrave. Nous nous préoccuons de ramener les

Une société qui cultive l'autonomie de choix, la libre entreprise et l'innovation incessante fait forcément face aux conséquences imprévues de son option en faveur de la liberté.

« 2014 »

jeunes aux livres et à l'écriture après avoir magnifié les écrans. Nous voulons les mettre au contact de contenus qui ne soient ni vulgaires, manipulateurs ou commerciaux parce que nous

avons encouragé la libéralisation des ondes, l'éclosion de la pornographie, l'industrialisation de l'imaginaire, le financement de la télévision et de la culture par la publicité, ou encore la création de sites internet par tout un chacun.

Une société fondée sur l'ouverture plutôt que sur la tradition, une société qui ne régule plus les mœurs par la pression sociale ou par la religion, une société qui cultive l'autonomie de choix, la libre entreprise et l'innovation incessante fait forcément face aux conséquences imprévues de son option en faveur de la liberté, sans pour autant renoncer à cette dernière.

Nous n'en avons donc pas fini de demander à l'école de colmater les brèches, au risque de la mettre en porte-à-faux avec le reste de la société.

Le monde enseignant sent déjà, au quotidien, la difficulté à poursuivre une mission qui passait traditionnellement par l'imposition d'exigences et l'évaluation de performances, et il s'interroge sur la façon d'aborder ces nouvelles matières dans lesquelles il faut,

subtilement, influencer sur les comportements sans contraindre ni asséner de vérités toutes faites.

Le prix de la liberté ?

On me répondra peut-être que j'ai pointé, dans une chronique récente, une tendance en sens inverse, celle du retour de la loi.

Mais les deux mouvements, opposés dans leur nature, ont la même origine, répondent au même défi. La liberté étant posée en principe premier, la régulation étant suspecte ou rencontrant de fortes résistances, la réaction de la société et des pouvoirs publics intervient toujours tardivement, quand une difficulté devient criante.

S'ouvre alors une alternative – entre réprimer ou enseigner, entre interdire ou prévenir – dont chacun des deux termes mériterait d'être évalué, en termes de légitimité ou d'efficacité, et dont la combinaison est difficile à déchiffrer (ce n'est pas toujours la droite qui propose de légiférer, ni la gauche qui préfère enseigner).

Une chose paraît sûre, en tout cas : d'autres questions du même ordre nous attendent à l'avenir, car nous ne sommes pas prêts à renoncer à notre liberté. ■